



ANSD

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2008



NOVEMBRE 2009

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques	Bakary DJIBA
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration et des Finances	Dame DIA
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, de Coordination et de Coopération Internationale	El Hadji Malick DIAME

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Abdoulaye TALL, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Oumy DIOP, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Fatou Bintou Niang CAMARA
2. EDUCATION	Djibril NDOYE
3. EMPLOI	Macoumba DIOUF
4. SANTE	Nalar K. Serge MANEL
5. ASSISTANCE SOCIALE	Djibril NDOYE
6. AGRICULTURE	Insa SADIO
7. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
8. ELEVAGE	Insa SADIO
9. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
10. TRANSPORT	Oumy DIOP
11. TOURISME	Adama SECK
12. JUSTICE	Assane THIOUNE
13. BTP	Adama SECK
14. IHPI	Maxime NAGNONHOU
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	Amar SECK
16. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
17. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE & Ousseynou SARR
18. PRIX	Baba NDIAYE
19. FINANCES PUBLIQUES	Abou AW & Moussa THIAM

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

L'élevage constitue l'une des principales activités dont sont tributaires les populations rurales, en tant que source d'aliments et de revenus monétaires. Il représente une « assurance » contre les risques pour ces populations, dont les moyens d'existence reposent principalement sur l'agriculture pluviale. En outre, les marges de progression qui existent dans toutes les filières animales devraient pouvoir être exploitées pour accroître de manière considérable la productivité, les productions et les revenus des éleveurs. A cet égard, l'un des objectifs prioritaires du sous secteur dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP II) est d'accroître sa productivité en vue de garantir la sécurité alimentaire et d'améliorer les revenus.

Toutefois, la croissance démographique et la diminution tendancielle de la pluviométrie ont induit une pression de plus en plus importante sur des ressources pastorales de plus en plus rares. Ainsi, de fortes compétitions et tensions se développent entre les différents utilisateurs de l'espace rural.

Ce chapitre, qui fait état de la situation de l'élevage en 2008, s'articule autour des atouts, des contraintes, des enjeux et des performances du sous secteur.

VIII.1. ATOUTS, CONTRAINTES ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DU SOUS SECTEUR²⁰

VIII.1.1. ATOUTS DU SOUS SECTEUR

Les atouts du sous secteur de l'élevage résultent du fait que :

- les ressources pastorales (parcours et eau) et le cheptel disponibles sont très importants ;
- l'élevage sénégalais recèle une gamme de spéculations diversifiées selon les différentes zones agro-écologiques ;
- les opportunités d'exportation de produits animaux (miel, cire, cuirs et peaux, porc) sont considérables ;
- le Sénégal compte un important cheptel de ruminants composé de races parfaitement adaptées à leur milieu et aux conditions d'élevage traditionnel (race Gobra au nord et Ndama au sud). Ces races, aux aptitudes bouchères avérées, assurent l'essentiel des productions ;
- sur le plan sanitaire, le Sénégal a été déclaré indemne de « Peste Bovine » le 21 mai 2003. En outre, aucun foyer de péri pneumonie contagieuse bovine n'a été signalé depuis 1977. La situation zoo-sanitaire est donc satisfaisante pour ce qui concerne ces deux épizooties, qui comptent parmi les plus redoutables en Afrique Subsaharienne ;
- en matière de recherche vétérinaire, le Laboratoire National de l'Elevage et de Recherches Vétérinaires est une référence en Afrique de l'Ouest, notamment dans le domaine de la production de vaccins. Il vient de mettre au point un vaccin homologué contre la Peste des Petits Ruminants et un vaccin buvable et thermostable contre la maladie de Newcastle ;
- le Sénégal abrite plusieurs structures d'enseignement supérieur impliquées dans la recherche vétérinaire et zootechnique et assurant la formation de cadres de haut niveau (Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV), Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Thiès (ENSA), Ecole Nationale des Cadres Ruraux de Bambey (ENCR)) ;
- le sous secteur de l'élevage est fortement structuré, avec un réseau d'Organisations de Producteurs dense et varié (Groupements d'Intérêt Economique, coopératives, associations villageoises) capables d'aider et de soutenir le développement à la base ;

²⁰ Document de référence : Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDSMT) / Ministère de l'Elevage, novembre 2008.

- la marge de progression dans les différentes filières est encore très importante et les marchés existent.

VIII.1.2. CONTRAINTES DU SOUS SECTEUR

Les contraintes du sous secteur, pour les principales filières, sont :

- le caractère extensif et traditionnel des systèmes de production ;
- l'insuffisance d'organisation et de professionnalisation des acteurs des principales filières ;
- le faible niveau de production des races locales ;
- l'insuffisance d'infrastructures physiques de base : infrastructures hydrauliques, abattoirs, parcs à vaccination, centres de quarantaine, etc. ;
- le vol de bétail qui résulte du mode extensif de production ;
- l'insuffisance de circuits modernes de collecte, de transformation et de commercialisation des produits animaux, notamment les abattoirs, les centres de découpe, les boucheries, les charcuteries ;
- la faible valorisation des produits animaux ;
- la compétition entre agriculteurs et éleveurs pour l'occupation des terres ;
- le faible niveau d'encadrement des éleveurs ;
- l'absence d'un système performant de collecte et de traitement des données statistiques sur le cheptel et les productions ;
- la non maîtrise de certaines maladies comme celle de Newcastle ;
- l'absence de systèmes de crédit appropriés ;
- l'insuffisance des contrôles de la qualité des intrants (aliments, poussins, médicaments) et des produits ;
- la forte concurrence des volailles congelées importées.

Sur le plan institutionnel, les services de l'élevage souffrent d'un déficit de personnel qui remonte au début des années 1990, avec le programme des départs volontaires. Le Ministère de l'Elevage compte un effectif global de 294 agents dont 41 cadres de conception, 46 techniciens supérieurs et 179 agents techniques. Ce personnel est réparti entre le Cabinet, les trois directions nationales et les services déconcentrés (Inspections régionales et départementales des services vétérinaires, Postes vétérinaires, services rattachés).

VIII.1.3. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DU SOUS SECTEUR

Les enjeux majeurs pour le développement du sous secteur de l'élevage portent sur :

- l'accroissement des productions animales dans des systèmes durables ;
- l'approvisionnement régulier des marchés et des industries animales ;
- la compétitivité des produits locaux vis-à-vis des produits importés ;
- le développement des exportations de produits animaux ;
- le développement des industries animales ;
- la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux ;
- la sauvegarde des ressources naturelles ;
- la préservation de la santé publique à travers le contrôle de la qualité des produits de l'élevage ;
- la professionnalisation des producteurs.

Pour relever ces défis, des stratégies ont été définies dans la Lettre de Politiques de Développement de l'Elevage (LPDE, 2005-2009) pour imprimer au sous secteur une nouvelle dynamique. Les orientations stratégiques de cette lettre de politiques sont : (i) l'assainissement de l'environnement de la production, le renforcement de la prophylaxie médicale du cheptel, la modernisation des circuits de commercialisation et de distribution; (ii) l'intensification de la production à travers la création de fermes privées modernes (FPM) et de Centres d'Impulsion pour la Modernisation de l'Elevage (CIMEL) et (iii) la sécurisation de l'élevage pastoral basée sur l'amélioration de la gestion de l'espace, le renforcement des infrastructures pastorales, le renforcement des capacités des éleveurs et l'amélioration de l'accès au crédit.

Dans cette perspective, plusieurs plans d'opération ont été conçus et mis en œuvre, à savoir :

- le plan d'opération pour la multiplication des espèces à cycle court ;
- le plan d'opération pour la généralisation de la pratique des réserves fourragères, le traitement de fourrages grossiers à l'urée et le développement de l'ensilage ;
- le plan d'opération pour l'amélioration de la production laitière en saison sèche ;
- le plan d'opération pour l'assainissement du circuit de commercialisation du bétail et de la viande.

Au titre des efforts déployés, figurent également :

- les campagnes annuelles de vaccination et la mise en place d'un système national de surveillance épidémiologique des maladies animales ;
- le financement des investissements du sous secteur à travers le Programme Triennal d'Investissement Public (PTIP) ;
- l'amélioration des conditions d'octroi du crédit par la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) avec la mise en place du Fonds d'Appui à la Stabulation (FONSTAB) ;
- l'amélioration des conditions d'abreuvement du bétail avec la réhabilitation de certains forages et l'implantation de nouveaux ouvrages hydrauliques ;
- la conduite de campagnes de sensibilisation sur la constitution de réserves fourragères par les éleveurs ;
- la mise en place d'unités pastorales avec l'application des plans de gestion des parcours ;
- la création des Maisons des Eleveurs (MDE) dans toutes les régions ;
- la construction d'abattoirs modernes.

Même si les initiatives entreprises ont permis d'obtenir des résultats, des défis majeurs restent encore à être relevés notamment en matière de production.

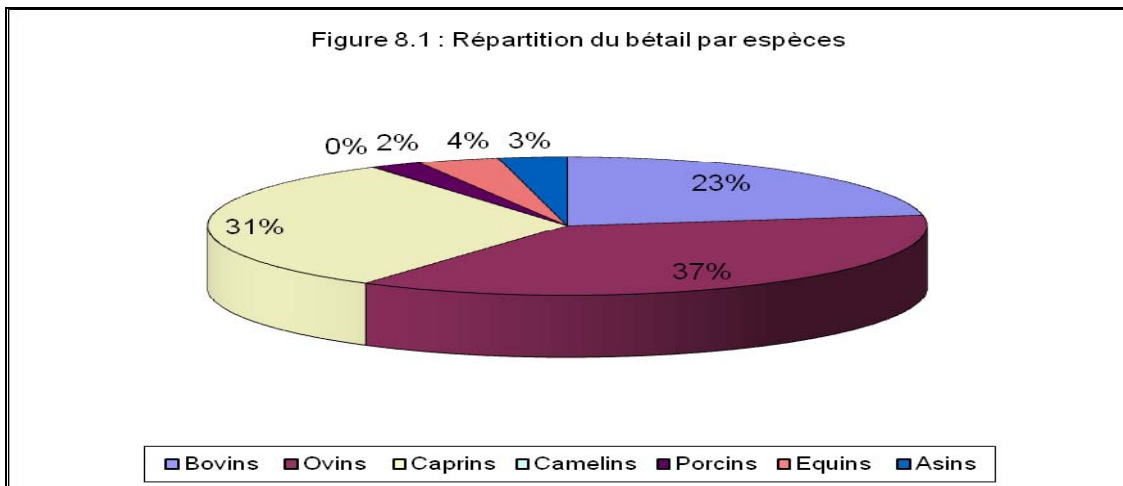
VIII.2. PERFORMANCES DU SECTEUR EN 2008

VIII.2.1. LE BETAIL

L'estimation des effectifs du cheptel renseigne sur l'importance du potentiel dont dispose le sous secteur de l'élevage au Sénégal. D'après la deuxième Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM II), le bétail constitue une richesse essentielle au Sénégal, puisque dans l'ensemble, 68 % des ménages sénégalais possèdent du bétail, notamment 90% des ménages ruraux et 52 % des ménages urbains.

En 2008, l'effectif du bétail est estimé à 14 235 175 de têtes dont 68% de petits ruminants (ovins, caprins).

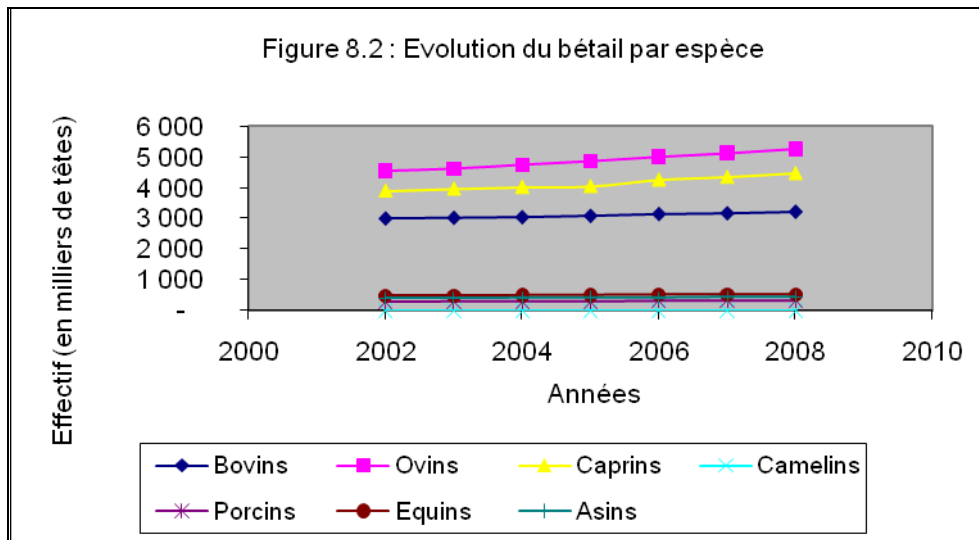
Graphique 8. 1 : Répartition du bétail par espèces



Source : Direction de l'Élevage

L'effectif du bétail a évolué plus vite en 2008 (2,4 %) par rapport à 2007 (1,9%) et à la moyenne des cinq dernières années (1,9%). Cette tendance résulte de l'accroissement de l'effectif des ovins et des caprins de 2,8% et, dans une moindre mesure, de celui des bovins qui a progressé de 1,5%, du fait des bonnes conditions d'élevage liées au bon hivernage. Quant aux autres espèces, elles ont vu leur effectif croître de 1,8 % pour les chameaux, 2,3 % pour les porcs, 1,0 % pour les chevaux et 0,9 % pour les ânes.

Graphique 8. 2 : Evolution du bétail par espèces



Source : Direction de l'Élevage

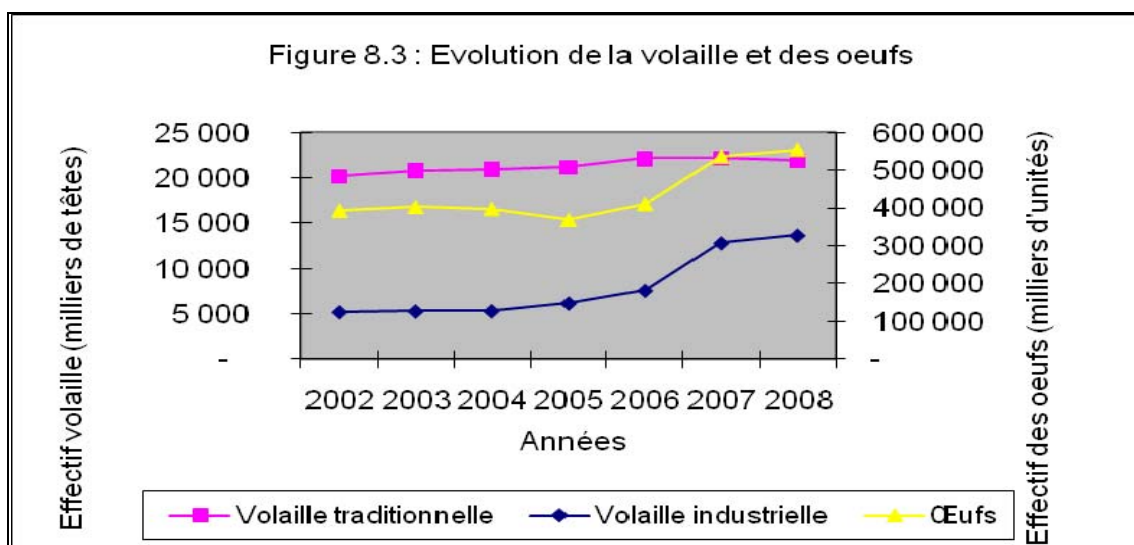
VIII.2.2. LA VOLAILLE

L'aviculture familiale a représenté en 2008 environ 62% des effectifs de volailles, avec près de 21,9 millions de têtes, en baisse de 1,1% par rapport à 2007. Elle se caractérise par un mode d'exploitation basé sur la divagation, sans amélioration notable des conditions d'hygiène, d'alimentation ou d'habitat. Il en résulte une forte sensibilité à la maladie de Newcastle qui occasionne, chaque année, des taux de mortalité élevés.

L'aviculture industrielle, quant à elle, a connu un bon développement au cours des dernières années, avec un effectif de 13,6 millions de têtes en 2008 contre 12,8 millions de têtes en 2007, soit une hausse de 6,6%. Toutefois, le secteur connaît des fluctuations annuelles liées à l'évolution de l'environnement international, notamment la variation du prix du maïs sur le marché mondial et les politiques sous-régionales (UEMOA, CEDEAO) et internationales (OMC). A cet égard, l'Etat a pris des mesures visant à protéger la filière avec la politique d'arrêt des importations de produits avicoles.

Concernant la production **d'œufs**, elle est estimée à 552,9 millions d'unités contre 535,5 millions d'unités en 2007, soit une progression de 3,2%. Elle a enregistré une croissance moyenne de 15% entre 2006 et 2008 du fait de l'arrêt des importations de ces produits depuis 2006.

Graphique 8. 3 : Evolution de la volaille et des œufs



Source : Direction de l'Elevage (effectifs) et ANSD (œufs)

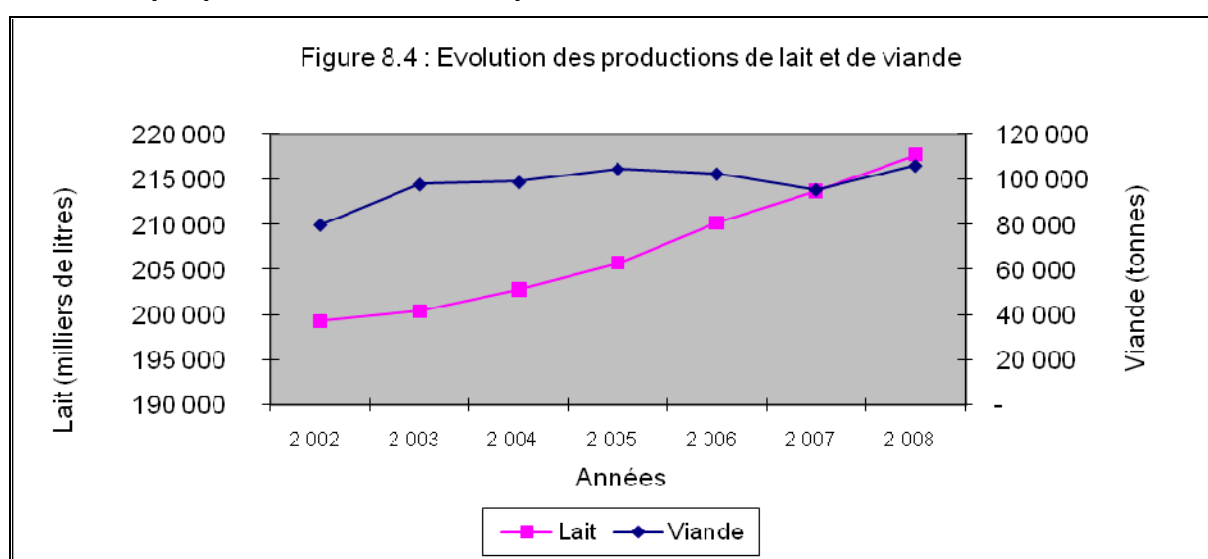
VIII.2.3. LE LAIT ET LA VIANDE

La production de **lait** a été estimée en 2008 à 217,8 millions de litres, dont 64% de lait de vache et 36% de lait de petits ruminants. Par rapport à l'année 2007, elle a augmenté de 4 millions de litres (+1,9%). Cette production provient essentiellement de l'élevage traditionnel, fortement tributaire des conditions climatiques. Elle est surtout limitée par un matériel génétique très peu performant constitué de races locales non spécialisées dans la production laitière. En août 2008, il a été procédé au lancement du Programme d'Insémination Artificielle dont l'objectif des campagnes, couplées à un programme de culture fourragère, est d'atteindre 500 000 inséminations artificielles bovines à travers le pays, d'ici à l'horizon 2012.

La production de **viande** rouge a augmenté de 11% en 2008 pour ressortir à 106 423 tonnes contre 98 808 tonnes un an auparavant. Cette progression est liée à la hausse de la production de la viande bovine de 18%, à la suite d'une augmentation du taux d'abattage et de l'amélioration du poids moyen des carcasses, rendues possibles par les bonnes conditions d'élevage du bon hivernage enregistré en 2008. Comme pour l'année précédente, la viande bovine constitue l'essentiel de la production et dans une proportion encore plus élevée qu'en 2007 (69% contre 65%).

Les productions de lait et de viande sont loin de satisfaire la consommation, estimée respectivement à 14 kg/habitant/an et 91 litres/habitant/an. Ainsi, dans le cadre du Volet Elevage de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), il a été assigné au sous secteur, la production de 400 millions de litres de lait et 45 000 tonnes de viande supplémentaires dans les cinq prochaines années.

Graphique 8. 4 : Evolution des productions de lait et de viande



Source : ANSD

VIII.2.4. LE MIEL, LES PEAUX ET LA FUMURE

La production de **miel** est essentiellement artisanale, avec des modes de collecte et de conditionnement traditionnels malgré plusieurs initiatives tendant à moderniser le secteur. Elle a été estimée pour l'année 2008, à 71 437 litres contre 68 966 litres en 2007, soit une hausse de 3,6%. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, elle a légèrement baissé de 0,04%.

La filière **cuirs et peaux** représente un atout certain, avec des opportunités d'exportation dans le cadre du Projet régional d'Amélioration de la Qualité des cuirs et peaux dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal. En 2008, la production de peaux est estimée à 4 588 tonnes, en progression de 10,5% par rapport à 2007.

La production de **fumure** a été estimée en 2008 à 152 419 tonnes contre 150 166 tonnes en 2007, soit une augmentation de 1,5%. Cette production a été entièrement utilisée comme intrant dans l'agriculture.

VIII.2.5. PERFORMANCES MACROECONOMIQUES

Sur le plan macroéconomique, le sous secteur de l'élevage a contribué sur la période 2004-2008 pour environ 28% à la formation de la valeur ajoutée du secteur primaire et pour 4% au Produit Intérieur Brut (PIB). Le sous secteur a enregistré une progression régulière de sa valeur ajoutée sur cette période avec un taux de croissance moyen de 4%. Les principaux produits qui ont contribué à la hausse de la valeur ajoutée sont les bovins, les ovins, le lait brut et la volaille traditionnelle.

En 2008, la valeur ajoutée de l'élevage en volume a crû de 3,5% contre 5,7% en 2007 et le secteur a contribué pour 0,1 point à la croissance du PIB. L'élevage a mobilisé 17 % des actifs en équivalent plein temps avec une valeur ajoutée moyenne par actif de 357 763 FCFA en hausse de 5% par rapport à 2007.

CONCLUSION

Le sous secteur de l'élevage a enregistré une croissance assez régulière de sa valeur ajoutée depuis 2003. Les résultats enregistrés depuis 2003 laissent présager une dynamique d'amélioration de la situation du sous secteur. Cette dynamique devrait pouvoir être renforcée davantage avec la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), qui pourrait offrir une opportunité réelle d'impulser et de soutenir le développement du sous secteur.